



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

19 | Été 2008

L'Europe humanitaire en question(s)

Crise alimentaire : l'appel d'Action contre la Faim

Benoît Miribel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/485>

ISBN : 978-2-918362-37-1

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Benoît Miribel, « Crise alimentaire : l'appel d'Action contre la Faim », *Humanitaire* [En ligne], 19 | Été 2008, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/485>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Crise alimentaire : l'appel d'Action contre la Faim

Benoît Miribel

Humanitaire :

1 Pourquoi lancer un tel appel aujourd'hui ?

Benoît Miribel :

- 2 Le contexte mondial est particulièrement inquiétant avec une crise alimentaire sans précédent, au caractère durable, et qui se superpose à une situation structurelle déjà préoccupante. Il y a bien entendu la réponse immédiate à apporter aux populations les plus vulnérables, mais nous devons aussi penser à moyen terme à de nouveaux modes opératoires car cette crise ne survient pas du jour au lendemain. Autrement dit, en plus d'une intervention sur les conséquences humaines de cette crise alimentaire, nous devons aussi nous pencher sur les causes structurelles sous-jacentes. Entre mars 2007 et mars 2008, le prix de la tonne de riz a augmenté de 78 %, celui du blé de 92 %. Cette hausse massive du prix de l'ensemble des denrées alimentaires de première nécessité a un triple impact : un risque de réduction des stocks de denrées alimentaires disponibles pour l'aide d'urgence ; un accroissement de la vulnérabilité alimentaire des populations en milieu urbain fortement dépendantes des importations qui, par ailleurs, favorise le risque d'explosions sociales et enfin, une probable augmentation du coût des semences fragilisant les populations rurales. Il faut savoir qu'un seul point d'augmentation du prix moyen des denrées met *16 millions de personnes en insécurité alimentaire* (source FIDA). A ce rythme, 1,2 milliards d'êtres humains pourraient souffrir de la faim d'ici 2025.
- 3 L'augmentation du prix des denrées résulte de la conjonction de différentes tendances à caractère durable : une double augmentation de la demande de céréales (du fait d'un accroissement de la population mondiale) et du prix de l'énergie (et donc des coûts de transport et de transformation des denrées), une production agricole de subsistance non encouragée en Afrique depuis 15 ans, une concurrence de plus en plus forte des productions vivrières avec des cultures d'exportation (soja, coton, agrocarburants...) et enfin, un renforcement du mouvement spéculatif sur ces produits de base.

4 L'actuelle crise alimentaire vient se surajouter à une catastrophe silencieuse qui perdure : aujourd'hui, la faim tue encore toutes les 4 secondes et plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim ! Dès 1996, les chefs d'Etat s'étaient rassemblés à Rome pour s'engager à réduire de moitié la faim dans le monde. A travers les objectifs du millénaire, cet objectif s'est affirmé et tout récemment à Rome, début juin, les gouvernements ont confirmé le cap d'une réduction de moitié d'ici 2015. Tous les experts s'accordent aujourd'hui pour dire que non seulement ces objectifs ne seront pas atteints mais que la situation va se dégrader. Par ailleurs, les analyses récentes (Nations unies, FAO, PAM...) soulignent l'insuffisance des moyens financiers consacrés tant aux conséquences urgentes de la crise alimentaire (distributions en zones rurales et en zones urbaines) qu'aux conséquences plus durables de la crise (relance des politiques agricoles, principalement familiales). Cette situation nécessite donc d'attirer de nouveaux fonds, essentiellement *sous forme de dons* plus que de prêts. Seule une réponse innovante peut permettre de générer, de la part des différents donateurs, principalement étatiques, mais aussi entreprises, un élan de solidarité accru. Les acteurs qui interviennent dans la lutte contre la faim et la malnutrition sont nombreux, chacun d'entre eux intervenant dans un domaine d'expertise bien identifié. Les acteurs les plus importants restent les agences des Nations unies : la FAO pour l'agriculture, le PAM pour l'aide alimentaire, l'UNICEF pour l'enfance, le FIDA pour les analyses, etc. Les ONG internationales et locales ont elles aussi leur différentes spécialisations thématiques, voire géographiques. Il manque néanmoins aujourd'hui, selon nous, un organisme international capable de :

- coordonner des financements additionnels qui permettraient de réduire fortement la malnutrition et de traiter en profondeur les causes de la faim ;
- permettre une régulation des priorités en terme d'intervention et de pratiques dans les pays les plus exposés à la faim et la malnutrition ;
- rassembler les différentes parties prenantes pour une approche nouvelle en terme de gouvernance entre acteurs intervenants sur le problème de la faim et la malnutrition.

H. :

5 **Si ce fonds devait voir le jour, quelle serait sa mission selon vous ?**

B. M. :

6 Ce Fonds devrait avant tout être un instrument financier dont la priorité serait de mobiliser, gérer et allouer des ressources dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Selon le même principe que le Fonds mondial de lutte contre la sida, la tuberculose et le paludisme, ce fonds ne mettrait pas en œuvre directement des programmes mais s'en remettrait aux compétences d'experts. Ce fonds coopérerait étroitement avec les organisations multilatérales agissant déjà dans le domaine de la lutte contre la faim (PAM, FAO...). Il serait important que ce Fonds ou cette Initiative globale puisse avoir sa base en Afrique, par exemple à Addis-Abeba en Ethiopie, où se trouvent l'OUA et la coordination africaine des ONG. Ses principes de gestion du fonds pourraient être les suivants :

- *Une aide additionnelle* : les ressources financières collectées doivent s'ajouter et non se substituer aux budgets déjà existants. L'enjeu consiste à s'emparer de la prise de conscience actuelle au niveau des opinions publiques, des Etats et des institutions financières internationales pour canaliser au travers d'un nouveau dispositif des aides accrues pour faire face à l'enjeu mondial de sécurité alimentaire.
- *L'adéquation des projets aux priorités définies au niveau local* : la condition du succès consiste à gérer les projets en cohérence avec les priorités des Etats, en particulier en ce qui concerne la relance des politiques agricoles dans les pays du Sud notamment.

- *Des projets menés en partenariats* (gouvernements, société civile, ONG, secteur privé, organisations multilatérales et bénéficiaires) : en cohérence avec le principe précédent, il est nécessaire de renforcer la cohérence des actions de lutte contre la malnutrition et la faim en créant des cadres qui incitent les différents acteurs à plus de coordination et plus d'innovation.
- *Une exigence de transparence et de responsabilité* : L'attribution des ressources est soumise au respect d'indicateurs de performance des programmes. Cette caractéristique paraît déterminante pour attirer de nouvelles subventions.

7 Il est important que le Fonds mondial de lutte contre la Faim et la Malnutrition puisse financer une palette large de projets allant du traitement de la malnutrition aigüe sévère à des projets de renforcement des agricultures familiales. Ce spectre large de financement de projets permettra de traiter les conséquences de la faim mais également d'intervenir de façon préventive sur les causes de la crise alimentaire actuelle. Ce périmètre nécessitera un comité d'analyse des projets composés de différents types d'experts ayant une vision globale de façon à limiter les inconvénients du système d'aide actuelle sans doute trop morcelé.

H. :

8 **Quels pourraient être les domaines d'intervention de ce nouveau Fonds mondial contre la faim et la malnutrition ?**

B.M. :

9 Trois domaines pourraient être couverts par ce Fonds. D'abord la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe avec par exemple la mise en place de Centres de nutrition thérapeutiques et de stratégies de traitements ambulatoires ; la distribution élargie de pâtes nutritionnelles pour prévenir la malnutrition ; la formation des personnels de santé aux protocoles ; la mise en place d'enquêtes nutritionnelles systématiques dans les zones à risques. Ensuite le soutien aux programmes d'agricultures familiales. Ce second domaine d'intervention pourrait concerner la distribution de semences et d'outils ; la mise en place de cultures maraîchères en zone périurbaine ; le soutien et formation des agriculteurs ; le financement d'engrais ou de matériels agricoles ou encore les projets d'irrigation. Enfin, le financement de programmes de recherche en lien direct avec les enjeux nutritionnels ou de sécurité alimentaire des populations pourrait être un dernier domaine d'action avec la recherche sur les micro-nutriments et sur la résistance de plantes vivrières dans des zones sèches.

10 Il semble difficile que ce fonds puisse gérer directement en son sein les questions liées aux négociations de l'OMC, aux questions relatives à la PAC, aux accords APE, à la spéculation ou la constitution de stocks de sécurité mondiaux. Il est en revanche nécessaire que des ponts et des systèmes de cohérence soient établis entre ces questions et les règles qui guideront les experts du Fonds mondial dans le choix des projets financés.

H. :

11 **Quels financements envisagez-vous ? Quels montants ?**

B.M. :

12 Le fonds pourrait être financé en priorité par un effort accru des Etats mais il est envisagé de profiter du caractère novateur de cet outil financier pour attirer de nouvelles sources de financement :

- par les grandes fondations privées ou directement par les entreprises ; • par la mise en place éventuelle d'une taxation au niveau international sur le modèle de ce qui a été fait avec les billets d'avion ;
- signalons l'initiative canadienne pour une taxation de l'aviation d'affaire par exemple.
- par des dons de la part de donateurs individuels.

13 En revanche, il ne paraît pas pertinent que ce Fonds soit un organisme de prêt. Il n'aurait donc pas vocation par exemple à attirer les fonds souverains. Le soutien financier aux projets se ferait donc sous forme de subvention de projets avec une exigence forte en termes d'indicateurs de performance, mais non sous forme de prêt. Les besoins estimés sont de plusieurs milliards de dollars. Mais nous envisageons de lancer le fonds dans un premier temps avec une dotation initiale de 300 millions d'euros, puis de monter progressivement en puissance.

H. :

14 **Certains organismes semblent opposés à votre initiative. Que leur répondez-vous ?**

B.M. :

15 Que leurs remarques sont les bienvenues puisque de toute façon ce n'est pas ACF seul qui pourra développer une telle initiative. Nous avons conscience de la limite de capacité de chaque acteur face à cette crise sans précédent et nous pensons que c'est en révisant les pratiques et en bénéficiant de fonds additionnels que nous aurons peut-être une possibilité à moyen terme d'endiguer ce phénomène. Seul un organisme de type nouveau a aujourd'hui capacité à attirer des fonds supplémentaires. Les entités existantes, malgré leurs compétences spécifiques, ne permettront pas d'offrir une image de gestion plus globale et plus rigoureuse en termes de pilotage de projets.

16 Les principes suivants qui font la force du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et la malaria n'existent pas de façon aussi marquée dans les organisations actuelles. Ils représentent des atouts déterminants pour attirer de nouveaux fonds, en favorisant notamment :

- la gestion de projets décidés en cohérence avec la priorité des Etats, en particulier ceux du Sud ;
- le volet partenarial de soumission et d'analyse des projets et notamment le partenariat avec la société civile et des entrepreneurs privés ;
- l'exigence de rigueur dans l'avancement des projets. Ce principe est certainement de nature à renouveler l'image d'efficacité de l'aide actuelle. Il nécessitera certes un investissement dans un premier temps pour mettre en place une cellule de pilotage des projets, mais face aux défis de cette crise alimentaire, la mise en place d'outils de gestion performants semble difficilement contournable.

17 Ce Fonds mondial de lutte contre la Faim et la Malnutrition permettra de rassembler des compétences plurielles au sein d'une entité unique concentrant toutes les compétences, qu'elles soient financières, sur l'urgence, dans les domaines agricoles ou dans le domaine de la recherche pour financer des projets de ce type.

18 Il existe aujourd'hui un consensus suffisamment important de la part de la communauté des chercheurs, des institutions financières internationales, des Etats ou des ONG pour

fixer le cadre de projets de relance agricole sans débats idéologiques. Enfin, il ne s'agit pas de concurrencer le travail des organismes déjà engagés dans la lutte contre la faim et la malnutrition, mais bien de renforcer le dispositif existant pour le rendre plus efficace.

H. :

19 De la théorie à la pratique, comme envisagez vous d'agir maintenant ?

B.M. :

- 20 Le fonds mondial contre la faim et la malnutrition devrait donc être l'outil d'un partenariat innovant entre les Etats, les organisations internationales, les ONG, le secteur privé et la société civile. Pour avancer concrètement dans la construction de ce fonds mondial, il est désormais nécessaire de mobiliser celles que l'on appelle les parties prenantes.
- 21 Pour ce faire, nous proposons de réunir dans un premier temps un noyau dur d'acteurs qui auraient d'ores et déjà affirmé leur soutien au principe de la création d'un Fonds mondial contre la faim et la malnutrition. L'objectif de ce noyau dur serait de bâtir l'architecture de ce fonds, définir et préciser sa mission et ses principes de fonctionnement, les critères d'allocation des fonds... Cette réflexion se ferait au travers d'un comité de pilotage qui pourrait être constitué de représentants, par exemple, de plusieurs Etats favorables à la création du fonds mondial, des organisations onusiennes compétentes sur le sujet (PAM, FAO et FIDA), d'ONG internationales mobilisées sur ces questions, acteurs de terrain, d'entreprises engagées ou souhaitant s'engager sur le terrain de la malnutrition ou de fondations mécènes.
- 22 Une représentation équitable des représentants de pays du Sud et de pays du Nord semble incontournable. Encore une fois, il nous paraît également important de positionner la gouvernance de ce Fonds en Afrique, continent le plus frappé par la faim et la malnutrition.
- 23 ACF n'a pas de projet « clé en main » et n'en aura pas car ce qui nous intéresse c'est de rassembler des organisations intéressées par une nouvelle approche. Si ce n'est pas un Fonds, ce sera peut-être une Initiative globale, ou autre chose d'équivalent. Car nous savons bien que nous ne sommes pas les seuls à penser qu'un nouveau mode de gouvernance doit prévaloir en matière de lutte contre la faim. Car c'est sans doute par une nouvelle approche que l'on pourra mobiliser des fonds supplémentaires indispensables pour faire face à l'ampleur des besoins.
- 24 Dans l'immédiat, nous achevons un diagnostic complet des fondements de crise alimentaire sans précédent, et nous avons également recensé toutes les initiatives proches. Jeffrey Sach avait indiqué dans *Le Monde* en mai son intérêt pour une organisation internationale nouvelle afin de sortir de certaines logiques sans issues. Notre objectif est de pouvoir recueillir d'ici fin juillet la confirmation de quelques organisations intéressées par l'idée de travailler à l'élaboration d'un Fonds mondial contre la Faim et la Malnutrition. ACF est intéressé par toutes contributions ou suggestions, tout avis même le plus critique, afin d'envisager sereinement la réalisation de cette objectif. Si la revue *Humanitaire* peut nous y aider, nous l'en remercions.

RÉSUMÉS

Afin de répondre à la crise alimentaire mondiale, Action contre la Faim (ACF) a lancé un appel pour la création d'un Fonds mondial contre la faim et la malnutrition. Nous avons voulu savoir quelles étaient les intentions et les objectifs de cette initiative. Le ministre français des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, s'est dit favorable à la mise en place d'un « fonds international dédié à l'agriculture et à l'alimentation », mais dans le cadre des Nations unies. Benoît Miribel, ancien directeur général d'ACF en charge du suivi de cette initiative pour l'association, a répondu aux questions de Pierre Salignon

INDEX

Mots-clés : Action Contre la Faim (ACF), Crise alimentaire, Famine, Financement, Malnutrition

AUTEUR

BENOÎT MIRIBEL

Benoît Miribel est ancien directeur général d'ACF